

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Le 6 décembre 2023

ST/A-2023-882

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par Atlantic Contrôle sise 14 avenue Descartes 33370 Artigues près Bordeaux afin de réaliser des tests de présence d'amiante ou de HAP dans les enrobés dans diverses rues sur la commune de Libourne.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1° - A compter du 11 décembre 2023 et jusqu'au 15 décembre 2023, le stationnement sera interdit, au droit du chantier :

- Allée des Castors
- Rue Louise Michel
- Parking des allées Robert Boulin
- rue de la Bordette
- rue du général Monsabert
- rue Rosa Bonheur
- allée des Narcisses
- Avenue de Verdun
- Avenue du général de Gaulle
- Rue de la Lamberte
- Rue de l'Housteauneuf devant l'école Marie Immaculée
- Avenue G Clémenceau

Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - A compter du 11 décembre 2023 et jusqu'au 15 décembre 2023, la circulation se fera sur chaussée rétrécie, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le six décembre deux mille vingt-trois.

 Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
Et au plan communal de sauvegarde
Bilal HALHOUL